

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT DU GARD
COMMUNE AIGUES MORTES

ARRETE DU MAIRE

REF:N°2018-/N° 125/6.1

Objet : Animaux errants ou en état de divagation

Le Maire,

Vu le Code des Collectivités Territoriales et notamment l'article L 2212.1 et suivants concernant les pouvoirs de police du Maire,

Vu le code de la Santé publique et notamment les articles L 1311-1, L 1311-2, L 1212-1 et R 1337-7,

Vu l'arrêté préfectoral N° 2008-193 en date du 11 Juillet 2008 relatif à la lutte contre le bruit de voisinage,

Vu le Code Rural et de la Pêche Maritime, et notamment ses articles L 211-11 et suivants,

Vu le Code Pénal, et notamment ses articles R 610-5, R 622-2 et R 623-3,

Vu le Code de la Route, et notamment son article R 412-44,

Vu le Code Civil,

Vu le Règlement Sanitaire Départemental, et notamment ses articles 26, 99-6 et 122,

Considérant qu'il appartient à l'autorité municipale de prendre toutes les mesures relatives à la circulation des animaux domestiques, d'espèce sauvage apprivoisés ou tenus en captivité, en vue notamment d'empêcher leur errance, divagation ou retour à l'état sauvage (animaux harets) sur le territoire de la ville d'Aigues-Mortes, conformément aux dispositions des articles L 211-21 et L 211-22 du Code Rural et de la Pêche Maritime,

ARRETE

ARTICLE 1 :

Il est strictement interdit de laisser errer ou divaguer sur le territoire communal les animaux domestiques ainsi que les animaux sauvages apprivoisés ou tenus en captivité.

ARTICLE 2 :

Sous réserve des dispositions prévues par des règlements particuliers (ex. : règlement des parcs communaux), la présence de tout animal domestique, sauvage apprivoisé ou tenu en captivité sur le domaine public de la ville d'Aigues-Mortes n'est autorisée qu'à la condition :

Hôtel de Ville - Place St Louis
30220 AIGUES MORTES
Tel. 04.66.73.90.90.
Fax : 04.66.53.86.09

- Qu'il soit sous la surveillance directe de son propriétaire, détenteur ou gardien, d'une part,
- Et que d'autre part, il soit tenu constamment en laisse par un dispositif le reliant physiquement à son maître et permettant un contrôle efficace des mouvements de l'animal, même dans les situations d'urgence.

Toutefois, les chats appartenant à un détenteur ne sont pas soumis à l'usage de la laisse à condition qu'ils soient régulièrement identifiés par un procédé reconnu par le Ministère de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Pêche et circulent dans un rayon de moins d'un kilomètre autour du lieu de résidence de leur propriétaire, détenteur ou gardien.

Les chats seront transportés, autant que de besoin, dans des cages de transport adaptées.

ARTICLE 3 :

Tout animal circulant sur la voie publique, même accompagné, doit être identifié par un procédé reconnu par le Ministère de l'Agriculture (carnivores domestiques) ou par le Ministère de l'Ecologie, de l'Energie, du Développement durable et de la Mer (animaux sauvages apprivoisés).

Le propriétaire, le détenteur ou le gardien doit être en mesure de produire, à toute réquisition, la carte d'identification à jour de l'animal.

L'utilisation de chien de manière agressive ou à des fins de provocation ou d'intimidation, ainsi que dans des circonstances créant un danger pour autrui, est rigoureusement interdite et fera l'objet de poursuites pénales.

ARTICLE 4 :

Tout animal trouvé sans maître est considéré comme errant ou divagant, sous réserve des dispositions légales particulières applicables aux chats et aux chiens.

A ce titre, il est rappelé qu'au terme de l'article L 211-23 du Code Rural et de la Pêche Maritime :

« Est considéré comme en état de divagation tout chien qui, en dehors d'une action de chasse ou de la garde d'un troupeau, n'est plus sous la surveillance effective de son maître, se trouve hors de portée de voix de celui-ci ou de tout instrument sonore permettant son rappel, ou qui est éloigné de son propriétaire ou de la personne qui en est responsable d'une distance dépassant 100 mètres. Tout chien abandonné, livré à son seul instinct, est en état de divagation.

Est considéré comme en état de divagation tout chat non identifié trouvé à plus de 200 mètres des habitations ou tout chat trouvé à plus de 1 000 mètres du domicile de son maître et qui n'est pas sous la surveillance immédiate de celui-ci, ainsi que tout chat dont le propriétaire n'est pas connu et qui est saisi sur la voie publique ou sur la propriété d'autrui ».

Ainsi, pour les autres espèces, l'animal est considéré comme errant ou en état de divagation dès lors qu'il est trouvé sans gardien sur le terrain d'autrui ou sur la voie publique.

ARTICLE 5 :

Tout animal trouvé errant ou en état de divagation par les services de la ville d'Aigues-Mortes est pris en charge par le prestataire sous contrat avec la ville d'Aigues-Mortes. Les frais inhérents à la

capture, au maintien en fourrière et, éventuellement, de vétérinaire sont à la charge du propriétaire, du détenteur ou du gardien de l'animal.

En accord avec l'article L 211-25 du Code Rural et de la Pêche Maritime, lorsque l'animal est identifié par tatouage ou par puce électronique, le gestionnaire de la fourrière recherche, dans les plus brefs délais, le propriétaire de l'animal.

Les animaux ne seront restitués à leur propriétaire qu'après paiement des frais d'identification, de fourrière et, éventuellement, de vétérinaire, conformément aux dispositions de l'article R 211-4 du Code Rural et de la Pêche Maritime.

ARTICLE 6 :

En cas de fugue ou de disparition de l'animal, son propriétaire, son détenteur ou son gardien devra informer le service de Police Municipale, et devra tout mettre en œuvre pour retrouver l'animal errant ou en état de divagation.

ARTICLE 7 :

A l'exception des membres dûment identifiés des associations oeuvrant spécifiquement pour le suivi de certaines espèces animales, il est interdit de jeter ou de déposer toute graine ou toute nourriture en tout lieu public pour y attirer les animaux, et notamment les chats et les oiseaux.

Il est ici précisé que cette interdiction est applicable aux cours et autres parties d'un immeuble lorsque le fait de nourrir les animaux errants, en état de divagation, sauvages ou retournés à l'état sauvage (animaux harets) risque de constituer une gêne pour le voisinage ou d'attirer les rongeurs ou autres nuisibles pouvant conduire à des désordres et des risques sanitaires.

ARTICLE 8 :

Il est expressément rappelé que conformément aux dispositions du Règlement Sanitaire Départemental du Gard, il est interdit d'élever et d'entretenir à l'intérieur des habitations, leurs dépendances et leurs abords, et de laisser stationner dans les locaux des animaux de toute espèce dont le nombre ou le comportement ou l'état de santé pourraient porter atteinte à la santé et à la salubrité des habitations et de leur voisinage.

Les propriétaires de ces animaux sont tenus d'empêcher qu'ils ne soient à l'origine de transmission de gènes pathogènes ou de nuisances pour l'homme (nuisances sonores ou olfactives, environnementales conduisant ou induisant la présence de rongeurs ou d'autres nuisibles,...).

ARTICLE 9 :

Hors cas prévus par des dispositions légales et réglementaires spécifiques, les infractions au présent arrêté seront poursuivies en application de l'article R 610-5 du Code Pénal.

Les infractions au présent arrêté sont punies par une contravention de 3^{ème} classe, pouvant aller jusqu'à 450 euros.

ARTICLE 10 :

Le présent Arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de monsieur le Préfet du GARD.
L'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet.

Un recours contentieux peut être déposé auprès du Tribunal Administratif de NIMES sis Avenue Feuchères, 30000 NIMES, également dans le délai de deux mois à compter de sa date de publication, ou dans le délai de deux mois à partir de la réponse de l'Administration si un recours administratif a été déposé

ARTICLE 11 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Mairie d'Aigues- Mortes,
Monsieur l'Elu responsable de la Sécurité,
Monsieur le Capitaine, Commandant la Communauté de Brigades de Gendarmerie de Le Grau du Roi,
Monsieur le Commandant de Brigade de Gendarmerie d'Aigues-Mortes,
Monsieur le Commandant du centre de secours de terre de Camargue à Le Grau du Roi.
Monsieur le Chef de Service de Police Municipale d'Aigues- Mortes, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché et publié au recueil des actes administratifs de la Mairie.

Fait à Aigues-Mortes, le 13 Mars 2018

Le Maire,
Pierre MAUMEJEAN



Certifié exécutoire compte tenu des :

- date de transmission à la Préfecture :
- date d'affichage :